



PARTENARIAT

Le CEO et Pratic s'associent pour la souveraineté numérique

Le Centre d'excellence d'Oyo (CEO) pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et l'Organisation non gouvernementale Pratic ont conclu un partenariat visant à bâtir les fondements de la souveraineté numérique du Congo et de l'Afrique centrale.

Cet accord permet aux deux structures de promouvoir le développement des projets structurants dans le domaine du nexus énergétique-numérique, de soutenir les initiatives liées à l'efficacité énergétique et aux infrastructures numériques, mais aussi de développer un « think-tank » régional dédié aux enjeux du numérique, de l'énergie et des télécommunications. *Page 2*



La directrice exécutive du CEO et le président de l'ONG Pratic lors la signature du protocole d'accord/DR

AGRICULTURE

Faire de Pointe-Noire un pôle de production des fertilisants

En marge des travaux des 61^{es} Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement tenues du 25 au 29 mai à Brazzaville, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a évoqué l'ambition du Congo de s'engager dans la production des engrais à Pointe-Noire, la capitale économique. Pour ce faire, les autorités



L'agriculture devra être considérée comme une priorité congolaises entendent s'appuyer sur la valorisation de la filière nationale pétrolière et gazière avec l'expertise de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, ainsi que les apports des bailleurs de fonds et d'autres partenaires au développement. *Page 16*

AFFAIRES SOCIALES

L'équipe médicale chinoise au chevet des orphelinats à Brazzaville

L'ambassadrice de la République populaire de Chine au Congo, An Qing, a fait un don, au nom de la mission médicale de son pays, au profit des orphelins des centres d'accueil Béthanie et Yamba ngai. Composé de produits pharmaceu-

tiques, de vivres et non-vivres, notamment des kits scolaires, le don a été réceptionné, pour le compte de ces deux centres d'accueil, par la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Lydie Pongault. *Page 4*

ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

La BAD lance la « Mission 300 Progress Tracker »

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a lancé, le 29 mai à Brazzaville, à l'occasion de la clôture des Assemblées annuelles, la « Mission 300 Progress Tracker », un outil destiné à suivre les progrès d'accès à l'électricité en Afrique. *Page 16*

Éditorial

Position fragile

ÉDITORIAL

Position fragile

Le tirage au sort des éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique des nations a confirmé une thèse bien connue: le football congolais n'est pas à sa place. Les mauvaises performances des Diabes rouges ont poussé la Confédération africaine de football à rétrograder le Congo dans le quatrième chapeau au lieu du troisième comme jadis.

Ce qui veut simplement dire que sur le papier devant le Cameroun, les Comores et la Namibie, notre sélection nationale est aujourd'hui considérée comme l'équipe la plus faible de ce groupe G. C'est une alerte car si l'on n'y prend garde, le Congo pourrait vite basculer dans les rangs des sélections obligées de passer par les préliminaires pour valider sa place dans les prochaines campagnes éliminatoires d'après 2027. A ce titre, l'identité que le Congo a patiemment bâtie pour devenir une nation de football ne sera plus qu'une seule vue de l'esprit.

L'urgence de redresser la barre s'impose à nous. Car seules les victoires pourraient nous éviter de côtoyer cette zone de turbulences. Attendu que les succès qui donnent de la joie au public sportif se préparent. Le gouvernement, la fédération, les athlètes devront tous parler le même langage: le football qui nous recommande de ne négliger aucun détail dans le processus de la préparation. On dit souvent qui veut aller loin ménage sa monture.

Mais le temps ne joue pas en notre faveur. Fait inquiétant, depuis la publication du calendrier des éliminatoires, nous faisons du surplace quant au choix du sélectionneur. La construction d'une équipe tarde alors que chez les adversaires, les choses s'accroissent. A force de trop traîner les pas, il sera difficile de relever enfin le défi tant attendu de s'asseoir à la table des 24 meilleures nations africaines. Il est donc temps d'agir!

Les Dépêches de Brazzaville

PARTENARIAT

Le CEO et l'ONG Pratic s'accordent pour la souveraineté numérique

Le Centre d'excellence d'Oyo (CEO) pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et l'Organisation non gouvernementale (ONG) Pratic ont signé, le 29 mai à Pointe-Noire, un accord en vue de bâtir des fondements de la souveraineté numérique du Congo voire de l'Afrique centrale.

L'accord entre le CEO et l'ONG Pratic permet aux deux institutions de promouvoir le développement des projets structurants dans le domaine du nexus énergétique-numérique, de soutenir les initiatives liées à l'efficacité énergétique et aux infrastructures numériques, de développer un « think tank » régional dédié aux enjeux du numérique, de l'énergie et des télécommunications.

Selon le président de l'ONG Pratic, Luc Missidimbazi, « C'est un partenariat innovant avec pour but de créer un écosystème autour de la mutualisation des infrastructures de télécommunications numériques et énergétiques, de produire des solutions pour notre pays. Ce qui permettra d'attirer de nouveaux partenaires, notamment les entreprises qui ont des problèmes de conservation des données, de fiabilité, de souveraineté ».

Saluant l'initiative de mutualisation des infrastructures numériques et énergétiques, Gloire Adolphe Mbou, expert en énergie renouvelable à l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, a expliqué que le CEO et l'ONG Pratic se mettent ensemble pour voir comment mettre en place des data centers numériques qui prendront en compte l'aspect énergétique.

En marge de la signature du protocole



La directrice exécutive du CEO et le président de l'ONG Pratic lors de la signature du protocole d'accord/DR

d'accord entre le CEO et l'ONG Pratic, il y a eu un « think tank » sur diverses problématiques, entre autres, les enjeux de la souveraineté numérique, l'efficacité énergétique appliquée aux infrastructures numériques et télécoms.

Aussi, les experts ont effectué une visite à la Centrale électrique du Congo en vue d'évaluer le potentiel énergé-

tique du site et d'étudier la faisabilité d'un data center régional adossé à la centrale à gaz de Côte-Matève, à Pointe-Noire. « On a le plaisir de recevoir cette délégation pour faire connaître notre centrale qui est au cœur de la production énergétique du pays », a déclaré Gianmaria Pozzoli, directeur général de ladite centrale.

Rominique Makaya

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet: www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication: Jean-Paul Pigasse
Directrice Générale p.i.: Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions: Émile Gankama
Assistante: Leslie Kanga

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef: Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués: Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Service Société: Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique: Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé
Service Économie: Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde: Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts: Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport: James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO:

Rédacteur en chef délégué: Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

ADIAC TV

Coordonnateur: Quentin Loubou
Responsable des programmes: Mildred Moukenga

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence: Victor Dosseh
Rédacteur en chef: Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire: Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Nana Londole, Jules Tambwe Itagali.
Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction: Gerry Gérard Mangondo
Chef de service: Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo.

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO: Eudes Banzouzi
Chef de service Maquette: Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS

Direction: Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction: Christian Balende
Rédaction: Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndungidi

ADMINISTRATION - FINANCES

Directeur: Kiobi Chuldron Abira
Assistant à la direction: Arcade Arnaud Bikondi
Chef de service RHC: Vesna Mangondza, Martial Mombongo
Chef de service Comptabilité: Wilfrid Meyal Itoua Ossinga
Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

DIRECTION COMMERCIALE

Responsable commercial: Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale: Hortensia Olabouré
Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion: Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction: Guillaume Pigasse
Assistante: Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction: Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction: Elvy Bombete
Coordonnateur: Rachyd Badila
Adjoint: Jules César Olebi,
Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Directeur: Emmanuel Mbengué
Assistante: Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint: Abdoul Kader Kouyate
Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable: Boris Ebaka
Médiatrice culturelle: Émilie Eyala
Assistant: Eustel Chrispain Stevy Oba
Caissière: Jessica Iloki
Adresse: 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable: Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzoni, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Directeur: Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social: 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email: regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président: Jean-Paul Pigasse

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél.: +242 05 200 6565, / Email: contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

INFRASTRUCTURE

Lancement des travaux de la Maison de l'innovation

Représentant le Premier ministre, chef du gouvernement, le ministre d'Etat en charge de la Fonction publique, du Travail et Dialogue social, Pierre Mabiala, a officiellement lancé, le 27 mai à Brazzaville, la construction de la Maison de l'innovation. Cette infrastructure stratégique placera la science, la technologie et l'entrepreneuriat au cœur du développement économique du pays.

L'initiative s'inscrit directement dans la vision du président de la République, Denis Sassou N'Gusso, qui a récemment dédié deux années consécutives à la jeunesse, et s'aligne sur la future « Vision 2063 » de l'économie congolaise.

Le ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Rigobert Maboundou, a souligné que ce projet est une réalisation majeure du programme « Congo créatif 2030 », développé avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

Ce programme s'appuie sur un potentiel local déjà bien réel, avec plus de 250 initiatives innovantes recensées à travers le pays dans des secteurs clés comme l'agriculture, les énergies renouvelables, le numé-

rique, l'économie circulaire et les services innovants.

Une plateforme pour l'emploi et les startups

Adama-Dian Barry, représentante résidente du Pnud au Congo, a réitéré l'engagement de son institution à accompagner la transformation structurelle de l'économie congolaise. La Maison de l'innovation fonctionnera comme une plateforme stratégique destinée à encourager les talents et soutenir les startups congolaises, valoriser les solutions conçues localement et offrir des réponses concrètes aux défis de l'emploi et de l'insertion professionnelle des jeunes.

La réussite de cette dynamique reposant sur l'engagement de multiples acteurs,



Pose de la première pierre par le ministre d'Etat/Adiac

la cérémonie a également été marquée par la signature d'une lettre d'entente entre le royaume de Belgique et le

Pnud. Cet accord de coopération vise à renforcer directement les capacités de l'écosystème entrepreneurial national

et à soutenir le développement d'initiatives innovantes au Congo.

Rude Ngoma

TRANSFERT DE FONDS

L'ARTF en guerre contre les opérateurs illégaux

Tous les opérateurs économiques exerçant l'activité de transfert de fonds et de change dans la clandestinité doivent déclarer leurs structures en urgence, sous peine des sanctions disciplinaires sévères. Le directeur général de l'Agence de régulation des transferts de fonds (ARTF), Jean Claude Bazebi, a brandi à nouveau la menace, le 1^{er} juin à Brazzaville, lors d'une rencontre avec les chefs de mission diplomatique de quelques pays convoquée par le Conseil supérieur islamique du Congo.

Les ambassadeurs, les chargés d'affaires et les consuls du Liban, du Bénin, du Tchad, des deux Guinée, de la Mauritanie, de la Gambie, de la Tunisie et du Sénégal ont été convoqués à la réunion spéciale. A l'occasion, Jean Claude Bazebi, dans une démarche pédagogique, a rappelé à ces chefs de mission diplomatique les dispositions contenues dans la loi de finances 2026 et dans bien d'autres textes réglementaires régissant le fonctionnement du secteur des transferts de fonds au Congo.

Ces textes de loi, leur a-t-il ex-

pliqué, obligent tout opérateur économique œuvrant dans le domaine du transfert des fonds d'enregistrer sa structure auprès de l'ARTF afin d'exercer son activité dans la légalité et librement. Dans un ton ferme et sincère, Jean Claude Bazebi a fait savoir aux diplomates que la même loi prévoit des sanctions pécuniaires et correctives strictes à tous ceux qui exercent cette activité dans la clandestinité, le cafouillage, l'illégalité et la fraude.

« A l'article 13 nouveau de la loi de finances 2024, il est dit que tout agent économique exerçant

dans le domaine des transferts de fonds est tenu de s'enregistrer auprès de l'ARTF afin d'être identifié dans le registre national des acteurs évoluant dans le secteur et de transmettre la déclaration de l'ensemble des transferts de fonds effectués au plus tard le 10 du mois suivant. Mais si vous ne respectez pas ces prescriptions, il y a des sanctions prévues à l'article 13 bis sur vous », leur a-t-il prévenu.

Cette communication à valeur de sensibilisation est une façon de mettre ces chefs de mission diplomatique en état afin qu'ils

transmettent le message à leurs compatriotes qui exercent les activités de transfert de fonds et de change de se conformer à la réglementation, avant que la loi ne sévise durement les contrevenants.

« Depuis très longtemps nous faisons cette sensibilisation dans une démarche pédagogique, avant de sanctionner les contrevenants. Et, chaque fois que nous les rencontrons, nous leur disons toujours que le jour que nous ferons appliquer la loi, elle frappera qui que ce soit, sans exception. Pour ce faire, j'ai déjà donné mandat aux forces de l'ordre pour exécuter l'opération », a précisé Jean Claude Bazebi. Dans les échanges, ces diplomates ont salué l'initiative de l'ARTF. Ils ont souligné que tout citoyen vivant dans un pays étranger a l'obligation d'obéir aux lois et règlements de ce pays. Ainsi, ils ont tous pris l'engagement de sensibiliser leurs compatriotes à la question, au besoin, les obliger à déclarer leurs structures afin d'exercer l'activité dans la légalité.

Une plateforme numérique mise en place

Après les échanges, le directeur général de l'ARTF a fait visiter à

ces diplomates la plateforme digitale mise en place à cet effet, sur laquelle tout transactionnaire doit s'enregistrer. Ce dispositif technique a pour mission de réguler et de contrôler toutes les transactions financières entrantes et sortantes en temps réel sur l'ensemble du territoire en vue de permettre au gouvernement d'évaluer les flux.

Créée par la loi n°7-2012 du 4 avril 2021, l'ARTF est un établissement public à caractère administratif. Elle a pour missions, entre autres, de réguler les activités de transfert de fonds, de contribuer à l'élaboration de la balance de paiement, de suivre la constitution et la liquidation des investissements directs étrangers et de veiller au bon fonctionnement des sociétés de transfert de fonds.

L'ARTF a aussi compétence d'examiner les demandes d'agrément des sociétés de transfert de fonds, d'étudier et de mettre en œuvre les mesures visant à stimuler et à mieux réguler le secteur des sociétés de transfert de fonds et de contribuer à la lutte contre le blanchiment des capitaux ainsi que le financement du terrorisme.

Firmin Oyé



Le directeur général de l'ARTF posant avec les diplomates/Adiac

AFFAIRES SOCIALES

Un élan de solidarité de la Chine aux orphelins congolais

La ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Lydie Pongault, a réceptionné, le 1^{er} juin à Brazzaville, des produits pharmaceutiques, des vivres et non vivres, dont les kits scolaires, des mains de l'ambassadrice de la Chine au Congo, An Qing, au profit des orphelins des centres d'accueil « Béthanie » et « Yamba ngai ».



Remise des vivres et non vivres / Adiac

Au-delà du don, les médecins de la mission médicale chinoise ont procédé à une série de consultations médicales de ces enfants vulnérables.

« La Chine, à travers son ambassade, démontre par ce geste que la coopération bilatérale ne se limite pas aux grands projets d'infrastructures et aux accords économiques, mais qu'elle touche aussi l'essentiel, l'humain, plus particulièrement l'enfant », a indiqué la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire en soulignant que le bien-être, la santé et l'éducation de ces enfants vulnérables sont au cœur des priorités du gouvernement.

Justifiant le don et l'assistance médicale apportés aux orphelins de « Béthanie » et « Yamba ngai », dans le cadre d'une coopération agissante entre son pays et le Congo, l'ambassadrice de Chine a indiqué : « La jeunesse porte l'espoir et l'avenir d'un pays. Nous souhaitons que ces enfants deviennent non seulement les piliers du développement national, le fondement du progrès social mais aussi qu'ils contribuent demain à l'épanouissement des relations de coopération et d'amitié entre le Congo et la Chine ».

Rominique Makaya

CONTRÔLE DES CHANTIERS PUBLICS

Le BCBTP maintient la pression

De retour d'une mission de contrôle dans le Kouilou et à Pointe-Noire, le directeur général du Bureau de contrôle du bâtiment et des travaux publics (BCBTP), Marius Boris Miéré-Onka, a réaffirmé, le 28 mai, l'exigence de qualité qui guide l'action de son institution. Entre suivi des grands chantiers, fermeté face aux malfaçons et volonté de renforcer ses capacités techniques, l'établissement public entend consolider son rôle au moment où il célèbre ses quarante ans d'existence.

Effectuée dans le Sud du pays, la descente de terrain a permis au directeur général de s'assurer du fonctionnement des structures du BCBTP à Pointe-Noire et à Dolisie, tout en visitant plusieurs chantiers d'envergure, notamment les voiries urbaines de Pointe-Noire, la route Pointe-Noire-Loango, l'université de Loango en construction et la tour de la Société nationale des pétroles du Congo. Si les travaux se poursuivent globalement, leur rythme a parfois ralenti en raison des intempéries et des difficultés financières. Avec la saison sèche, le bureau espère une accélération plus nette. Pour le BCBTP, le contrôle va au-delà de la simple présence sur les chantiers. Il porte sur la qualité technique des ouvrages, le rythme d'exécution, l'état d'avancement des travaux et leur progression financière. En d'autres termes, il s'agit de veiller à ce que les infrastructures réalisées pour le compte de l'État soient solides, durables et conformes aux règles de l'art.

Fermeté sur la qualité, cap sur le renforcement technique

Sur ce point, Marius Boris Miéré-Onka se veut clair : un ouvrage mal exécuté ne peut être ni validé ni payé. Le BCBTP peut ainsi exiger la reprise des travaux, bloquer les paiements ou recommander des sanctions contre les entreprises défaillantes. À Pointe-Noire, le directeur général a cité le cas d'un tronçon de caniveau d'environ 200 mètres en cours de démolition sur l'avenue Antoinette-Sassou-N'Guesso, pour non-respect des normes techniques. Pour l'institution, la rigueur dans le contrôle est la condition de la durabilité des ouvrages publics. Le directeur général a également insisté sur les défis du secteur marqué par la concurrence de bureaux privés qui ne disposent pas toujours des agréments, des compétences ou des équipements requis. Il a notamment évoqué le besoin d'outils adaptés pour les essais techniques, le contrôle des enrobés et de la formulation, rappelant que le BCBTP est avant tout un



Le directeur général du BCBTP inspectant la Route nationale n°4 / DR

laboratoire, et non une simple administration. Depuis 2022, a-t-il souligné, l'établissement a engagé un redressement progressif qu'il entend poursuivre par l'acquisition de matériel de pointe. Déjà présent à Brazzaville,

Pointe-Noire et Dolisie, le BCBTP envisage aussi d'étendre son maillage territorial vers Oyo, dans la Cuvette, et Ouesso, dans la Sangha, afin de rapprocher davantage son expertise des chantiers à travers le pays. À quarante ans, l'institution, créée

en 1986, veut ainsi affirmer une ambition simple : renforcer sa présence, moderniser ses moyens d'action et faire de la qualité une exigence constante dans l'exécution des travaux publics.

Quentin Loubou

62E MOIS DE L'AMITIÉ

L'Acap s'ouvre à la jeunesse

Le secrétaire général de l'Association congolaise d'amitié entre les peuples (Acap), Augustin Ndoudi, a exhorté, le 27 mai à Brazzaville lors de l'ouverture du 62e mois de l'amitié, les Congolais et les communautés étrangères résidant au Congo en général, et particulièrement la jeunesse, à s'approprier de cet outil pour une adhésion spéciale.

Le 62e mois de l'amitié dont les activités ont été lancées au siège de la mairie de Baongo, le deuxième arrondissement de Brazzaville, va se clôturer le 19 juin prochain. Au programme, des causeries-débats dans quelques arrondissements de la capitale. Selon le secrétaire général de l'Acap, ce 62e anniversaire du mois de l'amitié est une occasion pour les jeunes de se rendre au siège de cette association afin de cheminer ensemble. « Ce 27 mai est l'une des dates mémorables pour l'Acap qui célèbre le 62e mois de l'amitié qui doit marquer une nouvelle ère comme le stipule son thème "Connaître l'Acap pour constituer l'Acap de demain". De la formation de l'homme par l'octroi des bourses d'études par nos pays amis, l'Acap mise sur le développement agricole afin de lutter contre la pauvreté. Elle est toujours convaincue que sans la paix, il n'y a guère de développement harmonieux », a indiqué Augustin Ndoudi.

D'après lui, les gouvernants et la société civile ont l'impérieux devoir de favoriser les conditions d'assurer à la population sa sécurité et celle de ses biens ; la sécurité sanitaire, alimentaire, ainsi que l'éducation. « L'Acap aménage son train d'existence sur l'émancipation des peuples. Depuis les temps modernes, elle explique les raisons qui l'ont

conduite à assurer son rayonnement en mettant en exergue sa vocation d'amitié, de solidarité entre les peuples du monde et de la promotion d'entraide économique, sociale et culturelle. Le mois de l'amitié a toujours donné à l'Acap la flamme de l'amitié des peuples pour plus de paix dans un monde plus solidaire », a-t-il souligné. Il a adressé ses remerciements aux représentations diplomatiques accréditées au Congo qui ont toujours soutenu ou appuyé l'action de l'Acap, dans le cadre de la diplomatie populaire, pendant la célébration du mois de l'amitié.

Une association d'utilité publique, utile dans le monde

Le chef de cabinet de l'administrateur maire de Baongo, Fortuné Armand Kando, s'est dit honoré d'avoir abrité cette célébration qui rehausse l'image de cet arrondissement qui se veut être une terre d'accueil, d'amour, de paix et de fraternité entre les peuples du monde. Baongo, a-t-il assuré, abrite une forte colonie étrangère qui y vit dans la paix des cœurs et la tranquillité des esprits aux côtés des autochtones.

« Notre pays, la République du Congo, a toujours œuvré dès son accession à la souveraineté nationale au renforcement de l'unité de tous les peuples du monde... Dans notre monde déchiré par



Fortuné Armand Kando, Augustin Ndoudi, Albert Bobeka et les participants/Adiac

les crises de tous ordres, l'amitié reste une valeur à cultiver pour assurer la survie de l'humanité. C'est pourquoi, nous saluons ici l'œuvre de l'Acap qui s'est engagée depuis sa création en 1964 dans ce noble combat d'assurer le renforcement des liens d'amitié entre les peuples du monde », a-t-il souligné, souhaitant bonne continuation à l'Acap.

L'édition 2026 du mois de l'amitié est la première à être célébrée sans le président fondateur de l'Acap, Vital Balla, décédé le 24 août 2025 à Brazzaville à l'âge de 89 ans. Créée en 1964, l'Acap

est apolitique et à but non lucratif. Sa mission primordiale est de diffuser, à travers le monde, les principes et les règles de la diplomatie populaire. Elle s'est vu attribuer le statut de « Messenger de paix des Nations unies » en 1986, année internationale de la paix, avant de devenir par la suite membre de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques et de l'Organisation des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Notons que la cérémonie de lancement des activités du mois de l'amitié a été marquée par une

causerie-débat animée par Albert Bobeka sur le thème « Acap, une association d'utilité publique, utile dans le monde ». Il a rappelé, entre autres, que « Dans son parcours, l'Acap a eu à montrer les heurts et malheurs de la décolonisation en présentant ses domaines de compétences afin d'en justifier son existence, sa visibilité, son intérêt et son utilité dans le cercle des associations sœurs dont elle poursuit les mêmes objectifs et partage les mêmes idéaux ».

Parfait Wilfried Douniama

PARTENARIAT CONGO-CAFI

Une nouvelle dynamique envisagée pour la protection forestière

Brazzaville a abrité, le 28 mai, le segment politique de la revue annuelle du partenariat entre la République du Congo et l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (Cafi). Cette rencontre stratégique a marqué l'aboutissement d'une série d'échanges visant à dresser le bilan de la mise en œuvre de la coopération environnementale.

Le segment politique tenu sous le patronage du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, vient ainsi clore les travaux techniques de la revue 2025, ouvrant la voie à la définition de nouvelles orientations pour la coopération Congo-Cafi.

Intervenant au nom de l'équipe de direction de Cafi, Rachel Kyte a exprimé sa gratitude envers les autorités congolaises. Elle a souligné l'importance de cet exercice capital qui dépasse le simple cadre national. « Cette évaluation permettra de revoir le chemin parcouru et de formuler des nouvelles recommandations », a-t-elle déclaré, tout en souhaitant des travaux fructueux. Pour sa part, le secrétaire



permanent du partenariat Cong-Cafi, Jean de Dieu Nzila, a mis en exergue l'impératif de tirer les leçons de la première

phase du partenariat, notamment par la hiérarchisation des jalons, précisant l'orientation stratégique souhaitée par

demandé aux partenaires d'impliquer les structures techniques nationales, en priorité. Il s'agit de tirer les leçons de la première phase pour négocier une deuxième qui sera plus adaptée au contexte national », a-t-il indiqué.

Prenant la parole, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a salué l'engagement continu des partenaires de Cafi. Dans son mot de circonstance, il a appelé l'ensemble des parties prenantes à maintenir cet élan afin de pérenniser les acquis et de renforcer l'efficacité des actions futures en faveur de la gestion durable des forêts congolaises.

« Il était aussi question de réallouer les financements sur les projets à fort impact. Le Congo a

Rude Ngoma

ÉNERGIE

Le Congo ouvre de nouvelles perspectives aux investisseurs

Le gouvernement congolais a présenté, le 27 mai à Brazzaville, sa vision de transformation économique fondée sur les infrastructures, l'énergie et le numérique, à l'occasion des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD). Devant des investisseurs, partenaires techniques et financiers, les autorités ont multiplié les appels à l'investissement pour faire du Congo un hub énergétique et logistique en Afrique centrale.

Le message du pays a été porté par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, lors de la Journée de l'investissement du Congo, réunissant investisseurs, institutions financières internationales, partenaires au développement et acteurs du secteur privé. Ces échanges ont permis aux autorités de présenter les projets prioritaires dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures, du numérique et de l'industrie. Dans son adresse, Anatole Collinet Makosso a affirmé la volonté du Congo de passer « de l'ambition politique à la matérialisation concrète d'une vision de développement ».

Selon le chef du gouvernement congolais, son pays compte capitaliser sur sa position géographique et ses ressources naturelles pour devenir une plateforme multimodale reliant les marchés d'Afrique centrale. « Le Congo ne veut pas être un simple spectateur du développement africain. Nous voulons en être le laboratoire », a déclaré Anatole Collinet Makosso devant les participants. Il a notamment insisté sur le rôle stratégique des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, énergétiques et numériques dans le développement du continent.

Le Congo mise sur son « pacte national énergétique » pour accélérer son électrification et soutenir sa transformation économique. Ce programme vise à mobiliser plus de deux milliards de dollars afin de renforcer la production et la distribution d'électricité. « Comment espérer une transformation agricole, industrielle ou numérique sans une énergie fiable et abondante ? », a interrogé le chef du gouvernement.

Le secteur énergétique a suscité de vifs intérêts lors des échanges avec les partenaires techniques et financiers. Le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Bruno Jean Richard Itoua, a présenté plusieurs projets structurants visant à porter la capacité énergétique du pays à 3 000 MW dans les prochaines années, puis à 10 000 MW d'ici à 2040. Selon le ministre, le Congo souhaite s'appuyer sur les producteurs indépendants d'électricité pour accélérer les investissements dans l'hydroélectricité, le solaire, l'éolien ainsi que le gaz considéré comme une énergie de transition. « Le Congo est très ouvert à toute sollicitation en matière de production indépendante », a-t-il assuré, invitant les



Les discussions sur le financement de l'énergie au Congo/Adiac

investisseurs à participer aux futurs projets énergétiques du pays.

Les projets prioritaires

Parmi les initiatives en cours figurent notamment le projet d'amélioration du secteur de l'électricité, les programmes d'électrification rurale ainsi que le projet régional de la « Boucle de l'amitié », destiné à relier les réseaux électriques du Congo, de l'Angola et de la République démocratique

du Congo. Pour la BAD, le Congo dispose d'importants atouts pour attirer les capitaux privés. Le directeur du département des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique à la BAD, Dr Daniel Alexander Schroth, a annoncé la mobilisation de plusieurs instruments financiers destinés à soutenir les projets énergétiques du pays. L'institution financière panafricaine prévoit notamment des financements concessionnels,

des fonds spéciaux ainsi que des mécanismes de garantie pour accompagner les projets de production, de transport et de distribution d'électricité.

L'Union européenne (UE) a également réaffirmé son engagement aux côtés du Congo. L'ambassadrice de l'UE en République du Congo, Anne Marshall, a souligné l'importance des projets liés à la recherche énergétique, à l'intégration régionale et à la gouvernance du secteur. Elle a notamment mis en avant le projet de la « Boucle de l'amitié », présenté comme une infrastructure stratégique pour renforcer les échanges énergétiques entre les pays de la sous-région.

Au-delà de l'énergie, les autorités congolaises ambitionnent aussi de développer les corridors de transport, les infrastructures numériques, les centres de données et les plateformes de paiement digital afin de renforcer l'intégration régionale. Le gouvernement entend ainsi faire du Congo un acteur majeur de la connectivité régionale grâce à un réseau multimodal combinant routes, chemins de fer, voies fluviales, infrastructures portuaires et aériennes.

Fiacre Kombo

FINANCEMENT DIRECT DES PEUPLES AUTOCHTONES

Honoré Tabouna suggère de renforcer le Fipac et le Repaleac

En marge des assemblées annuelles de la Banque africaine de développement et à l'occasion d'une table ronde organisée par le Fonds mondial pour la nature, le conseiller technique à la Commission climat du bassin du Congo, Honoré Tabouna, a formulé, le 27 mai à Brazzaville, plusieurs suggestions sur le financement direct de la population autochtone et locale dont le renforcement des institutions existantes.

Le financement direct est une méthode où des personnes empruntent des fonds directement sur le marché financier sans recourir à un service tiers, comme un intermédiaire financier. Selon certaines sources, l'Afrique compte quatorze millions de peuples autochtones. Pour la région Afrique centrale, ils seraient plus de trois cent mille. Au Congo, par exemple, ils représenteraient 10% de la population, soit environ quarante mille personnes.

Les peuples autochtones et locaux sont organisés autour de deux outils institutionnels, notamment le Forum international sur les peuples autochtones d'Afrique centrale (Fipac) dont le siège avait été fixé à Impfondo. De forum est devenu depuis 2021, par décision des chefs d'état de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, une agence d'exécution.

A côté de cette agence d'exécution dédiée aux peuples autoch-



A gauche, le conseiller Honoré Tabouna/Adiac

tones et locaux, il y a le Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (Repaleac) qui a été fondé en 2003 à Kigali, au Rwanda, dans un contexte marqué par la nécessité de défendre les droits des peuples autochtones et communautés locales et de préserver les écosystèmes forestiers.

«... Les questions financières, des ressources humaines, pour que ce réseau devienne fort, puisque c'est l'organisation qui représente les projets. Qu'il devienne fort et soit capable de gérer aussi des projets, quitte à ce que, dans un premier temps, on y mette des assistantes techniques. Il faudrait maintenant identifier toutes les institutions publiques, privées, philanthropes, qui travaillent directement avec les peuples autochtones. Vous avez, par exemple, les fondations des compagnies de téléphonie mobile, qui touchent directe-

ment, par rapport au transfert d'argent, par rapport au crédit téléphonique, les peuples autochtones », a indiqué Honoré Tabouna.

Outre le renforcement du Repaleac et du Fipac, les fondations des téléphonies mobiles qui sont dans les départements de la responsabilité sociétale et environnementale doivent travailler avec les organisations de conservation pour mutualiser les efforts et surtout faire de telle sorte qu'il n'y ait plus beaucoup d'intermédiaires pour toucher les peuples autochtones.

Signalons que depuis au moins plus de trente ans, les financements qui parviennent aux peuples autochtones directement le sont de façon indirecte. Ce sont les organisations non gouvernementales, les partenaires qui collectent ces ressources et montent des projets.

Fortuné Ibara

MARCHÉ FINANCIER

La Cosumaf parie sur l'épargne régionale pour stimuler les économies

Intervenant lors de la cinquième édition de l'Africa capital forum organisée les 28 et 29 mai à Brazzaville, Danielle Cécilia Bunduku-Latha, experte à la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf), a plaidé pour une meilleure intégration de l'épargne de la diaspora et des circuits informels dans le financement des économies de la sous-région.

La mobilisation de l'épargne régionale était l'une des thématiques clés abordées lors de l'édition 2026 de l'Africa capital forum. À cette occasion, l'experte Danielle Cécilia Bunduku-Latha a présenté une réflexion sur le thème « Marché financier, diaspora et épargne informelle ». Selon elle, trois grandes sources d'épargne constituent aujourd'hui un potentiel considérable pour le financement des économies africaines : la diaspora internationale, la diaspora africaine et l'épargne informelle locale.

La première catégorie concerne les ressortissants d'Afrique centrale vivant en Europe, dans les pays du Golfe ou encore en Amérique du Nord. En 2024, la diaspora avait transféré environ 1 354 milliards FCFA vers la sous-région, soit un montant quasiment équivalent à l'ensemble des actifs actuellement gérés par le marché financier régional. D'après les données évoquées par l'experte, ces transferts représenteraient près de



80 % des flux financiers entrants dans la zone. « Ces populations connaissent les mécanismes financiers modernes, mais elles attendent encore des produits adaptés et surtout des intermédiaires en qui elles ont confiance », a-t-elle expliqué.

La deuxième catégorie est constituée de la diaspora ari-

caine, présente au Nigeria, en Côte d'Ivoire ou en Afrique du Sud. Une population souvent oubliée, d'après Danielle Cécilia Bunduku-Latha, mais qui reste fortement impliquée dans les transferts d'argent vers les familles restées au pays. Elle a toutefois souligné le coût élevé de ces transferts intra-africains, estimant qu'ils sont environ 23

% plus chers que dans d'autres régions du monde.

Enfin, l'experte a évoqué l'importance de l'épargne informelle locale, incarnée par les tontines, les caisses communautaires ou encore l'argent conservé à domicile. « Ce sont des personnes très disciplinées qui cotisent chaque mois depuis des années sans jamais accéder aux

produits du marché financier », a-t-elle fait remarquer. Pour la représentante de la Cosumaf, ces différentes formes d'épargne constituent un « trésor » encore insuffisamment exploité par les acteurs financiers de la sous-région.

Malgré ce potentiel, la part des particuliers dans les investissements du marché financier reste très faible, estimée à seulement 7 %. Pour expliquer cette situation, Danielle Cécilia Bunduku-Latha a identifié trois principaux obstacles : le manque de confiance, la complexité des produits financiers et les difficultés d'accès. La population accorde davantage sa confiance à des personnes qu'à des institutions. Contrairement aux fonds d'investissement, les tontines disposent souvent d'un visage connu et rassurant. À cela s'ajoutent des contraintes d'accès, notamment géographiques et technologiques, qui limitent encore l'intégration de la population au système financier formel.

Fiacre Kombo

Stimuler l'engagement des acteurs africains

Les travaux de la cinquième édition de l'Africa capital markets forum (ACMF) ont débuté le 28 mai, à Brazzaville, réunissant des principaux acteurs du marché financier venus d'une vingtaine de pays. Placés sur le thème « Cap vers des marchés performants et intégrés : de la vision à l'impact ! », ces échanges sont consacrés aux enjeux liés au financement des économies africaines, à l'intégration des marchés et à la mobilisation de l'épargne régionale.

Organisée par One Africa Forums, une plateforme panafricaine dédiée au développement des marchés de capitaux africains, en partenariat avec la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf), la cinquième édition de l'ACMF rassemble régulateurs, investisseurs institutionnels, opérateurs de marché, banques, institutions financières et partenaires au développement. Cet événement intervient dans un contexte marqué par une dynamique croissante du marché financier sous-régional, notamment l'introduction en bourse début ce mois de mai de BGFI Holding Corporation à la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale, avec une opération de capitalisation boursière en une seule journée de 479 à 1 658 milliards FCFA.

Selon les organisateurs, 71 % des souscripteurs étaient des personnes physiques, signe d'une appropriation progressive du marché financier par les épargnants de la sous-région. Dans son allocution d'ouverture, le ministre des Finances, du Bud-

get et du Portefeuille public, Christian Yoka, a insisté sur la nécessité de bâtir des marchés financiers solides, transparents et intégrés afin de soutenir durablement le développement économique du continent. « Sans marchés financiers solides, transparents et connectés, il n'y a ni investissement durable ni croissance inclusive, ni financement efficace de nos économies », a-t-il déclaré.

Pour le ministre congolais, l'Afrique centrale dispose aujourd'hui des atouts importants pour développer des marchés capables de mobiliser l'épargne locale, d'accompagner les entreprises et de soutenir l'intégration régionale. Christian Yoka a notamment plaidé pour un renforcement de la profondeur du marché financier régional, à travers l'amélioration de la gouvernance des émetteurs, la qualité de l'information financière et la modernisation des infrastructures de marché. Il a également souligné l'importance de l'intégration des marchés financiers africains, présentée comme un levier stratégique pour réduire les coûts



de financement, élargir la base d'investisseurs et renforcer la résilience des économies face aux chocs extérieurs.

Parmi les défis évoqués figurent aussi la transparence, la protection des investisseurs, la discipline de marché ainsi que le financement de l'économie réelle, précisément les petites et moyennes entreprises, les infrastructures, l'agriculture, l'énergie et le logement. La présidente de la Cosumaf, Jacqueline Adiaba-Nkembe, a rappelé que les marchés financiers doivent avant tout servir le financement de l'économie et la transforma-

tion des sociétés africaines. « Les marchés financiers ne sont pas une fin en soi. Ils sont des leviers au service du financement de l'économie, de la mobilisation de l'épargne et de l'innovation », a-t-elle souligné, insistant sur le renforcement de la confiance des investisseurs grâce à une meilleure transparence de l'information...

Organisateur de ces assises, le président de One Africa Forum, Hassan Alaoui, a quant à lui salué l'évolution de l'ACMF devenu, selon lui, un véritable espace de dialogue entre experts africains du financement et des marchés

Les officiels à l'ouverture du forum/Adiac de capitaux. « Nous sommes une plateforme de dialogue d'experts. Nous sommes là pour parler de sujets concrets qui touchent au développement de nos économies », a-t-il indiqué.

Durant les travaux, plusieurs thématiques majeures sont abordées, à savoir les trajectoires de développement des marchés de capitaux africains, le financement des infrastructures, les synergies entre banques et marchés financiers, la finance verte et islamique, ainsi que la mobilisation de l'épargne de la diaspora et du secteur informel.

F.K.



ORDRE NATIONAL
DES EXPERTS-COMPTABLES
DU CONGO

INFORMATION

Sur décision Conseil de l'Ordre National des Experts-Comptables du Congo (ONEC-C), les Experts-Comptables ci-dessous, sont nommés **Présidents, Vice-Présidents et membres** des commissions statutaires et techniques

Commissions Statutaires :

Com. Formation Continue			Com. Discipline		
		N° agrément			N° agrément
Président	LENGA Didier Serge	EC-457	Président	OSSIBI Arsène Didace	EC-372
1 ^{er} Vice-Pdt	LIPIKA Armel Gherlys Paul	EC-516	1 ^{er} Vice-Pdt	SEKANGUE OBA Illich Lavy	EC-507
2 ^e Vice-Pdt	MONIENIE MOPITA Armel	EC-477	2 ^e Vice-Pdt	BOULA Clément Alexandre	EC-432

Commissions Techniques :

Com. Déontologie et Ethique			Com. Inscription au Tableau		
		N° agrément			N° agrément
Président	OMINGA Raoul Maixent	EC-500	Président	KALI-TCHIYEMBI Paulin	EC-220
1 ^{er} Vice-Pdt	MATONDO-BIKA Dacin Fajude	EC-466	1 ^{er} Vice-Pdt	DENGUET ATTICKY Myriam B.	EC-434
2 ^e Vice-Pdt	BOUKA Karl LETH	EC-648	2 ^e Vice-Pdt	TSOUMOU Reich Fresney	EC-379

Com. Contrôle Qualité			Com. Normes		
		N° agrément			N° agrément
Président	GOMEZ-NGALI André	EC-219	Président	MBOUSSA Sylvain	EC-209
1 ^{er} Vice-Pdt	KETEVI Comlan Victor	EC-452	1 ^{er} Vice-Pdt	OBOA Née OWORO Lydie Delphine	EC-492
2 ^e Vice-Pdt	MOUTOU BAKOUMA Davidson	EC-482	2 ^e Vice-Pdt	MATSOUNGA BAKALA Aymard M.	EC-467

Fait à Brazzaville, le 20 mai 2026

Pour le Conseil de l'Ordre National des
Experts Comptables du Congo

Brice Voltaire ETOU OBAMI
Président du Conseil de l'Ordre

ATELIER 5 ESPACE BEAUTÉ

Parce que vous méritez notre expertise

FORFAITS DÉCOUVERTE

Offre exclusive · Réservée aux nouvelles clientes · 1 utilisation par cliente

DÉCOUVERTE

«MON PREMIER ÉCLAT»

Hamam – 1 heure
Soin visage flash éclat – 1 heure
Pose vernis normal

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

DÉCOUVERTE

«BEAUTÉ INITIATION»

Shampooing traitant + Brushing
Massage relaxant – 1 heure
Épilation sourcils

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

NOS FORFAITS BIEN-ÊTRE

Consultez votre conseillère pour composer votre séjour idéal

Éclat Total	99 000 FCFA
Pause Bien-Être	59 000 FCFA
Beauté du Quotidien	55 000 FCFA
Reine d'un Jour	95 000 FCFA
Harmonie Couple	100 000 FCFA
Corps Sublimé	60 000 FCFA
Épilation Complète	45 000 FCFA
Abonnement Mensuel	49 000 FCFA/mois

Hamam · Gommage en grain · Massage relaxant · Soin visage unifiant · Manucure + Pédicure · Pose vernis permanent
Journée complète – économie de 36 000 FCFA
Hamam (1h) · Massage relaxant (1h) · Soin visage flash éclat (1h) · Pose vernis normal
Demi-journée – économie de 21 000 FCFA
Soins complets cheveux · Brushing · Manucure (45 min) · Pédicure (1h) · Épilation sourcils + lèvre
3 heures environ – économie de 20 000 FCFA
Soins cheveux · Tissage avec frontale · Soin visage unifiant · Maquillage de cérémonie · Manucure + Pédicure · Épilation sourcils
Événements & cérémonies – économie de 35 000 FCFA
Hamam (1h) · Massage relaxant · Manucure + Pédicure · Soin visage unifiant – pour 2 personnes
Forfait existant Atelier 5
Hamam (1h) · Gommage en grain (45 min) · Soins drainants jambes (45 min) · Massage de pieds (30 min)
Détox corps – économie de 20 000 FCFA
Aisselles · Jambes complètes · Bikini intégral · Sourcils · Lèvre supérieure
Toutes zones en 1 séance – économie de 15 000 FCFA
Shampooing + Brushing · Manucure · Pose vernis permanent · Soin visage (au choix) – engagement 3 mois
Valeur mensuelle 70 000 FCFA – économie de 21 000 FCFA/mois

CONDITIONS & INFORMATIONS

Les forfaits Découverte sont réservés aux nouvelles clientes, non cumulables, sur rendez-vous uniquement.
-Un bon de réduction de -20% est offert sur l'achat de produits à l'issue de tout forfait Découverte.
-Les forfaits sont disponibles sur rendez-vous. Annulation gratuite jusqu'à 24h avant la séance.
-L'Abonnement Mensuel est soumis à un engagement minimum de 3 mois.
-Tous les prix sont exprimés en FCFA et incluent les prestations mentionnées.

ATELIER 5 – SALON DE BEAUTÉ

Av. Amilcar Cabral, 1^{er} étage, Tours Jumelles · Face Radisson Blu Hôtel · Centre-ville, Brazzaville
Tél : 06 989 89 93 / 05 070 49 49 · Email : 24atelier5@gmail.com
@atelier5_242 | @atelier5 | @instituteatelier5

ZONE CÉMAC

Les experts plaident pour une gouvernance renforcée de la finance alternative

L'Afrique centrale a besoin d'un cadre réglementaire adapté et de mécanismes innovants capables d'attirer les investissements internationaux. Réunis le 29 mai à Brazzaville à l'occasion de la cinquième édition de l'Africa capital forum, financiers, spécialistes de la finance islamique, sociétés de bourse et investisseurs ont débattu des solutions au développement de la finance verte, inclusive et éthique dans la sous-région.

La cinquième édition de l'Africa capital forum s'est tenue les 28 et 29 mai dans la capitale congolaise, en parallèle des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD), autour du thème « Cap vers des marchés performants et intégrés : de la vision à l'impact ! ». Elle a mobilisé plusieurs acteurs du secteur financier venus réfléchir aux moyens d'accélérer le développement des finances alternatives dans la Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale (Cémac).

La mobilisation de la finance alternative, notamment la finance islamique, inclusive et éthique, a été l'un des sujets brûlants. Selon Fabrice Assoumou Essongo, le directeur général d'Okoumé Capital, la finance verte ne devait pas être perçue comme un secteur de niche, mais plutôt comme un ensemble d'activités économiques visant à protéger l'environnement, lutter contre le changement climatique et optimiser l'utilisation des ressources naturelles. S'appuyant sur l'exemple du Gabon, dont près de 88 % du territoire est couvert de forêts, ce financier a souligné l'importance du capital naturel et de l'engagement politique en faveur de la pro-



Les discussions en panel/Adiac

tection de l'environnement. Malgré les dispositifs existants, notamment les garanties bancaires pouvant couvrir jusqu'à 75 % des projets verts, le véritable problème demeure la faiblesse du nombre de projets bancables. « Les institutionnels n'investissent pas dans des projets, ils investissent dans des plateformes capables de présenter des projets bancables

», a expliqué Fabrice Assoumou Essongo. Il a également insisté sur le développement des mécanismes de financement adaptés aussi bien aux grandes entreprises qu'aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux structures communautaires afin de garantir un impact réel au sein des populations. Notons que la finance islamique repose sur le partage des risques, des

pertes et des profits, tout comme sur l'investissement responsable. Pour Ernest Fouhe, dirigeant de l'Association des sociétés de bourse d'Afrique centrale, ces concepts sont en parfaite adéquation avec les réalités africaines et les valeurs de solidarité propres aux sociétés bantoues. Plusieurs acteurs de la sous-région disposent déjà de compétences en la matière, préci-

sément ceux adossés à de grands groupes bancaires internationaux. Cependant, Ernest Fouhe a identifié la gouvernance et la transparence comme les principaux défis à relever dans la sous-région. « La compétence peut s'acquérir, mais la culture de la transparence et de la gouvernance reste essentielle pour rassurer les investisseurs », a-t-il affirmé.

Le responsable de Kori Asset Management, Patrick Formethe, a quant à lui mis en avant l'importance des investissements socialement responsables, qui représentent aujourd'hui près de 800 milliards d'euros en Europe à travers plus de mille fonds labellisés. L'Afrique centrale doit créer, à son avis, des conditions favorables pour attirer ces investisseurs internationaux en mettant en place un cadre réglementaire plus souple et des corridors spécifiques dédiés à la finance verte et islamique. Spécialiste de la finance islamique et représentant de CBT Bourse, Alfred Beingar Moyangar a plaidé, pour sa part, pour un assouplissement des dispositifs fiscaux afin de favoriser l'essor des produits financiers islamiques.

Fiacre Kombo

EXPOSITION

« L'art à l'état brut », une création des artistes des deux Congo à découvrir

Quelques jours avant son vernissage officiel prévu le 6 juin, la Maison russe de Brazzaville a ouvert exceptionnellement les portes de l'exposition « L'art à l'état brut » à un cercle restreint de journalistes. Une visite privée qui a offert un avant-goût d'un rendez-vous artistique où le génie des deux Congo ne fait qu'un et où la liberté de créer est érigée en principe fondamental.

Dans la salle d'exposition, les regards s'attardent, les interprétations se croisent et l'imagination est constamment sollicitée. Entre peintures, sculptures et créations réalisées à partir de matériaux inattendus, le parcours invite moins à observer qu'à ressentir. Ici, aucune œuvre ne livre immédiatement tous ses secrets.

Inspirée du concept « Art brut » développé par l'artiste français Jean Dubuffet, l'exposition célèbre une création affranchie des règles, des conventions et des attentes. Une démarche qui trouve un écho particulier dans les œuvres présentées par les collectifs Atelier des arts révoltés et Beaverstyle qui rassemblent les artistes de la République du Congo et de la République démocratique du Congo.

Pour Maria Fakhruddinova, directrice de la Maison russe, cette exposition est avant tout une célébration de l'expression libre. « L'art à l'état brut, c'est l'art sans interdits, sans dogmes. C'est un art purement porté par l'inspiration », a-t-elle souligné. À travers cette initiative, a-t-elle poursuivi, la Maison russe réaffirme également sa volonté d'accompagner les artistes dans leurs démarches créatives et de rapprocher le public de l'art contemporain. Au fil de la visite qui aura duré environ 1h, les univers se rencontrent et



Visite guidée des journalistes pour mieux s'imprégner du contexte et des œuvres de cette exposition/Adiac

parfois se confrontent. Les couleurs éclatent, les matières se transforment et les symboles puisés dans les mémoires africaines dialoguent avec des approches résolument modernes. Certaines œuvres évoquent l'héritage, d'autres questionnent l'identité, tandis que plusieurs laissent volontairement place à l'interprétation du spectateur.

Pour Elson Manisa-Kiadi, directeur artistique de l'Atelier des arts révoltés, cette exposition marque un moment fondateur. « Cette exposition est une naissance : celle d'une révolution, d'un mouvement, d'une identité, d'une vision et d'un collectif », a-t-il affirmé, avant d'ajouter : « L'art est un langage qui n'a pas besoin d'alphabet pour parler. Tout le monde l'interprète ».

Plus qu'une simple présentation d'œuvres, « L'art à l'état brut » apparaît comme une invitation à renouer avec l'émotion première de la création : celle qui surprend, interroge et parfois bouleverse. Une expérience qui se veut accessible à tous, amateurs d'art comme simples curieux.

Le rendez-vous est donné le 6 juin à la Maison russe pour le vernissage et l'ouverture au public de cette exposition-vente collective. Une occasion de découvrir, à son propre rythme, des œuvres singulières et porteuses de sens.

Merveille Jessica Atipo

4^e ART

Le label Buzitu in music, un levier pour le développement de la musique

Le pasteur Massamba, responsable du label Buzitu in music, a organisé une conférence de presse, le 25 mai dernier, à l'allure d'une masterclass. Cette rencontre qui avait pour thème «Vivre de sa musique et comment toucher l'échelle internationale», lui a permis de porter à la connaissance des artistes, des producteurs et managers le bien-fondé de son label conseils, véritable levier pour le développement de la musique congolaise.

Après son mot de bienvenue à l'assistance, le pasteur Massamba a rapidement plongé les participants au premier panel sur les trois programmés. Ce panel qu'il a animé a porté sur «La visibilité». Il a abordé des questions liées à la création des pages, la présence à des scènes (Concerts, live, featuring, festivals, showcase, etc...), les médias locaux et internationaux, notamment les télévisions, radios, etc. Il a par la suite abordé le point des «ventes», expliquant comment s'effectue la vente en streaming (Boutique en ligne, spotify, itune, etc...) et la vente en physique (CD, clé USB, vinyles, etc.).

Animant le deuxième panel, la soeur Crédo a présenté la structure dont elle a la charge de présider, à savoir le Collectif des musiciens chrétiens du Congo, ainsi que l'ouverture du gospel et l'administration. A propos du label Buzitu in music, elle a déclaré: «Je remercie le Seigneur pour l'existence du label Buzitu in music et qu'il accompagne son responsable. Nous sommes là pour l'accompagner pour que cette bataille aille de l'avant. C'est cela qu'on attendait. Le Congo est en retard sur le plan numérique, je crois qu'avec ce genre d'initiative, le pays verra la lumière sur notre culture. Aux artistes, je dis simplement que tout ce que

vous avez écouté, mettez cela en exergue. Parlez de Buzitu in music à vos leaders pour veiller dorénavant à vos droits d'auteur, droits voisins, droits mécaniques, ...».

Enfin le troisième panel portant sur «Les droits» a été animé une fois de plus par le pasteur Massamba. Il a mis un accent sur l'auteur compositeur national et international; les droits voisins nationaux et internationaux; les producteurs nationaux et internationaux. Outre «Les droits», il a insisté aussi sur «L'accompagnement». Il concerne les structures nationales et internationales, les producteurs nationaux et internationaux, de même que les managers nationaux et internationaux. Le conférencier a fait savoir que le label Buzitu in music, autrement dit «propulser les artistes et la musique», c'est d'abord la production dans l'ensemble, l'accompagnement aussi, et amener les artistes et les producteurs à se professer aussi au niveau national comme au niveau international. Il a tous les moyens de pouvoir canaliser mais aussi travailler sur l'oeuvre des artistes, leur projet pour que cela touche au niveau international. C'est son but principal. Parlant des mécanismes d'accompagnement, le pasteur Massamba pense qu'il faut d'abord que le producteur soit habile et



Le pasteur Massamba et la soeur Crédo posant avec les artistes Adiac

il faut des moyens. Pour des producteurs qui ont cette capacité, ils peuvent contacter le label, parce qu'il y a des structures qui travaillent avec lui. Il s'avère cependant que ces structures ne peuvent jamais produire ou ouvrir des portes tant que ceux qui veulent travailler avec eux ne payent pas de droits, des frais de dossiers.

Les Congolais sont en retard sur les ventes numériques et physiques

Le responsable du label Buzitu in music a saisi cette occasion pour lancer un message phare aux congolais. «Nous sommes des Congolais et sommes un peu en retard sur le domaine numérique, surtout sur les ventes en physique au niveau international, parce que dans la plupart des boutiques, la

plupart des Congolais n'y sont pas. Il n'y a que le vieillissement des anciens que nous sommes en train de voir à la Fnac, Cultura, ... A travers ce message, nous demandons que les Congolais se réveillent, surtout les producteurs. C'est comme s'il y a de l'anarchie à leur niveau. Ils prennent des projets des artistes, vont dans des studios, mais ne cherchent pas de voies légales pour la survie des artistes. On comprend qu'il leur manque de la connaissance (ce n'est pas de l'insulte)», a-t-il martelé. Ainsi donc le label va permettre aux producteurs de le contacter avant toute production pour plus de conseils, et même les artistes devraient le contacter pour avoir assez de connaissances sur certains aspects avant de signer.

Pour le pasteur Massamba, le label reçoit tous les artistes. «Venez consulter le label, que cela soit de la musique mondaine ou de la musique gospel. Logiquement, nous avons les mêmes boutiques, le même bureau de droits (Parce qu'il n'y a pas deux bureaux de droits, quel que soit le genre musical, c'est tout en général), il suffit seulement que le texte soit respecté. Parce que le label c'est Buzitu, en langue vernaculaire, qui veut dire respect. Et in music, c'est en anglais, qui veut dire dans la musique, comme quoi, respect dans la musique. Et non seulement le respect par rapport à la censure sur le texte qu'on peut composer, qu'on peut écrire, parce qu'il y a beaucoup de bêtises qui passent aussi, mais aussi pour la valeur des artistes et des producteurs... Donc c'est important qu'ils viennent pour leur retraite», a-t-il déclaré, invitant les artistes au travail.

Notons que le label Buzitu in music aura beaucoup d'événements. Le tout commence ce 30 mai avec la tenue du festival que les organisateurs veulent annuel. Il aura pour but de voir les talents des artistes, des producteurs, pour qu'ils deviennent plus grands.

Bruno Zéphirin Okokana

VALORISATION DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL

L'association Akwa mossé organise le premier concours de Kingoli

La première édition du concours de Kingoli s'est tenue le 10 mai dernier à Nkombo, dans le neuvième arrondissement de Brazzaville, Djiri, avec pour but de valoriser le patrimoine immatériel du Congo.

Placé sur le thème « Osso mo la mboga », que l'on peut traduire en français par « La fierté d'honorer sa terre », le concours a connu une forte adhésion populaire. Bien au-delà d'une simple rencontre de danse, l'événement s'est imposé comme un véritable espace d'expression culturelle, de transmission intergénérationnelle et de valorisation des traditions ancestrales.

Cet événement hautement symbolique est intervenu cinq jours seulement après la célébration de la Journée mondiale du patrimoine africain. À travers cette initiative, l'association Akwa mossé, qui veut dire «Soleil du peuple Akwa», active aussi bien en France qu'au Congo, a souhaité mettre en lumière un élément majeur du patrimoine immatériel du



peuple Akoua et, plus largement, de la culture congolaise. Une noble mission au service de la culture et de l'identité africaine.

À travers des adages, récits traditionnels et citations héritées des anciens, les participants ont partagé les réalités vécues par les habitants de Makoua,

tout en mettant en avant la richesse des savoirs et pratiques culturelles locales.

Cette initiative se veut ainsi un moment de célébration, mais également un cadre de sensibilisation et de transmission culturelle auprès des jeunes générations, afin de préserver l'identité et la mémoire collec-

Le public venu assister à l'événement/DR

tive du peuple Akoua. Plusieurs personnalités ont rehaussé de leur présence l'éclat de cette rencontre, notamment les membres du jury composés des artistes Serrol Kassa, La Reine Makoua ainsi que Gauthier Lendouma. Pour le secrétaire général de l'association, Fridrich Elenga,

« Cette action n'est qu'une continuité des initiatives communautaires menées avec les frères d'Akwa Mossé », a-t-il précisé.

Notons que l'association Akwa Mossé, créée en 2014 par Marien Fauney Ngombé, s'est engagée dans la promotion de la culture du peuple Akoua ainsi que dans l'accompagnement des personnes vulnérables. C'est dans ce cadre qu'elle a organisé la toute première édition du concours de danse Kingoli. Et forte du succès remporté, cette association est déjà à pied d'œuvre pour la préparation de la deuxième édition. À travers cette démarche, Akwa mossé confirme son engagement en faveur de la sauvegarde, de la transmission et de la valorisation du patrimoine culturel congolais.

B.Z.O.

COMPÉTITION INTERNATIONALE DE LA LANGUE CHINOISE

Marvelan Chance Mouyabi remporte la palme 2026

La vingt-cinquième édition de la compétition finale du groupe d'étudiants de « Chinese bridge » ou « Passerelle vers le chinois » s'est déroulée, le 23 mai à Brazzaville, dans la salle de conférence de la grande bibliothèque de l'Université Marien-Ngouabi, en présence du directeur chinois de l'Institut Confucius, Zhou Zhimin, et du directeur des risques en chef de la Banque sino congolaise pour l'Afrique, Chen Xiaomei.

Organisée pour promouvoir la langue et la culture chinoises, favoriser les échanges culturels entre la Chine et d'autres pays, la finale de « Chinese bridge » a mis aux prises neuf apprenants de l'Institut Confucius de l'Université Marien-Ngouabi. Il s'est agi d'Edna Bénie Bahondakio, Prince Héritier Essié Lendouma, Bénie Chrisma Milly Massamba, Michaël Eliel Mouaya, Marvelan Chance Mouyabi, Wizianel Lucreche Mpalé Engandza, Maxence Verance Ngokonoa Mbié, Dan Ondzié et Don Christ Phaleck Yembi.

Les neuf candidats ont présenté, dans la première partie, un discours en chinois afin d'exprimer leurs talents. Le sujet de discours a porté sur « Le chinois m'aide à comprendre la Chine ». Ils se sont exprimés en fonction de ce sujet de discours qui a duré deux minutes chacun. Dans la seconde, ils ont répondu, chacun en quatre minutes, aux questions de l'examineur, pour démontrer des compétences telles que le chant chinois, les instruments de musique chinois, la danse chinoise, la calligraphie, la peinture chinoise, le papier découpé ou les arts martiaux, etc.

A l'issue de la compétition, le jury a déclaré Marvelan Chance

Mouyabi vainqueur de cette édition, suivi de Prince Héritier Essié Lendouma, Edna Bénie Bahondakio et Michaël Eliel Mouaya à la deuxième place. La troisième place a été occupée par Bénie Chrisma Milly Massamba, Wizianel Lucreche Mpalé Engandza, Maxence Verance Ngokonoa Mbié, Dan Ondzié et Don Christ Phaleck Yembi.

Les impressions des lauréats

Après ce sacre, Marvelan Chance Mouyabi, étudiant à l'Institut Confucius niveau 4, et à l'École nationale supérieure polytechnique, a exprimé sa satisfaction. « Je suis heureux d'avoir gagné la première place à cette compétition internationale qui rassemble plusieurs pays et dans chaque pays, il y a une compétition pour déterminer le premier qui partira pour la Chine concourir avec les autres. Le but étant la vulgarisation de la langue chinoise. J'irai en Chine avec l'intention d'être un petit ambassadeur de notre culture. Et cela me touche de représenter le Congo à l'international », a-t-il indiqué.

Deuxième à cette compétition, Prince Héritier Essié Lendouma, a exprimé sa déception de ne pas

faire le voyage de la Chine. « Ce qui m'a motivé à participer à ce concours, c'est le fait que je pouvais obtenir le premier prix me permettant d'aller en Chine. Malheureusement, je ne pourrai pas aller représenter le Congo, parce que je suis placé deuxième. S'agissant de mes ambitions par rapport à la langue chinoise, je veux lier le droit et cette langue pour être capable de défendre les Chinois dans les tribunaux ou encore d'être lié à une affaire juridique dans laquelle se trouvent des Chinois pour les défendre... », s'est-il exprimé.

Pour sa part, le directeur chinois de l'Institut Confucius de l'Université Marien-Ngouabi, Zhou Zhimin, a indiqué que « Chinese bridge » est à sa vingt-cinquième édition internationale et la dix-neuvième pour le Congo. « Le but de cette compétition est d'encourager les étudiants de l'Institut Confucius à apprendre le chinois et surtout à faire les études en Chine. Plusieurs étudiants qui sont passés ici sont devenus très bons. En un mot, le but de cette compétition est de valoriser la langue et la culture chinoises », a-t-il signifié.



Notons que les lauréats ont reçu pour le premier un ordinateur, puis les trois deuxièmes des smartphones, ... Le premier ira en Chine pour représenter la Répu-

Le vainqueur, le n°9, et ses seconds/Adiablique du Congo à la compétition mondiale qui regroupera plus de cent soixante pays. Il sera accompagné de l'un des deuxièmes.

Bruno Zéphirin Okokana

STYLISME

Les créations de Christiane Elphège Mboumba Bouanga présentées à Fashion School

L'artiste styliste congolaise, Christiane Elphège Mboumba Bouanga, présente, du 1er au 7 juin à Brazzaville, ses modèles innovants confectionnés à partir des modèles des années 1980.

Les créations innovées de la jeune styliste sont influencées par des facteurs sociaux, économiques et technologiques en vogue dans la société.

« Le styliste crée ses modèles. Il crée ce qui lui vient à l'esprit et il le reproduit. Et il y a le modéliste qui est là, qui réalise ce que le styliste fait. Et concernant ma vision, le stylisme, je peux apporter une innovation. Par exemple, si je me basais sur des modèles des années 1980, je peux apporter une touche personnelle pour moderniser tout ce qui est modèle vintage », a indiqué Christiane Elphège Mboumba Bouanga.

Pour ses modèles, la styliste respecte aussi une approche à la fois esthétique et fonctionnelle, mais pas seulement, car ses créa-



tions portent également des messages qui influent ou révèlent les tendances d'une société sur les grandes maisons de couture.

« Depuis l'âge de 10 ans, j'aimais bien tout ce qui est tendance, mode. Et je créais des modèles à moi. Je reproduisais tout ce qui me venait par inspiration. Je représentais cela sur une feuille. Et en grandissant, j'ai décidé de me perfectionner », a expliqué la styliste congolaise.

Enfin, dynamique et souple, la styliste Christiane Elphège Mboumba Bouanga concilie création personnelle et travail en équipe. Tenant compte du marché, elle sait s'adapter à différents produits, notamment la lingerie ou les accessoires.

Fortuné Ibara

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Consolider les liens entre étudiants à travers le sport

Plus d'une centaine d'étudiants de l'Institut supérieur de gestion (ISG) de l'Université Marien-Ngouabi ont pris part, le 30 mai à Brazzaville, à la première journée sportive dont le but était de raffermir les liens entre les participants.

Réunis pour la circonstance au terrain du Centre d'insertion et de réinsertion des enfants vulnérables (Terrain de l'orphelinat) situé dans la forêt de la patte d'oie, à quelques encablures du stade Alphonse-Massamba-Débat, les étudiants de l'ISG ont partagé des moments conviviaux ensemble. Ceci à travers, entre autres, le Zig Warrior Challenge, tir à la corde, la course, le nzango et le football.

Organisée par la direction de cet institut de l'Université Marien-Ngouabi avec l'appui financier et matériel de certains enseignants, la journée sportive visait également à favoriser l'inclusion, l'esprit d'équipe et la convivialité entre les étudiants. « Déjà, nous sortons d'une session qui nous a quand même un peu stressés. On va dire que c'est une session ordinaire, il n'y a pas de rattrapage. Donc, nous avons décidé de prendre ce jour afin de passer du temps, après un stress énorme de la session, c'est une journée sportive pour nous amuser; nous défouler un



Les participants / Adiac

peu », a expliqué Rhodes Ngoulou, étudiant en licence 3, option comptabilité, contrôle et audit (CCA) à l'ISG.

En effet, la journée a regroupé les étudiants de première, deuxième et troisième année de l'ISG, toutes options confondues, répartis dans les deux sites, à savoir Mpila et centre-ville. Jeunes filles et garçons ont massivement répondu présent à cette rencontre, la première du genre. « Dans la vie de tout un chacun, on connaît l'importance du sport. D'où l'organisation

de cette journée sportive. Pour ceux qui ont raté l'événement, ce n'est que partie remise, prochainement, ils auront l'occasion. Nous avons choisi la journée sportive parce que le sport nous passionne. Je voudrais remercier les organisateurs d'avoir pensé à une journée sportive afin de se détresser un peu et les enseignants qui nous ont apporté un soutien financier et matériel », a conclu Rhodes Ngoulou.

Etudiante également en 3e année de licence CCA, Lasse Mboundou

a joué le rôle d'encadreur pendant cette journée, surtout en ce qui concerne les activités mixtes et les disciplines des femmes. « Comme vous avez vu, les jeux se sont très bien déroulés. Nous nous sommes bien amusés. Parmi les disciplines, nous avons eu le Zig Warrior Challenge qui est un jeu de plots, un peu comme ce que les joueurs font pour s'entraîner. À la fin, il fallait lancer les boules dans des pots et faire gagner à son équipe des bonbons. Nous avons eu également le nzan-

go pour les filles et d'autres jeux mixtes, tout ce que nous connaissons, tête, épaule, pot. Donc c'est le plus rapide qui gagne », a-t-elle expliqué.

Au football, le match a opposé les étudiants de la licence tronc commun (LTC) à ceux du Diplôme universitaire de technicien supérieur. A la fin de la partie, ce sont les étudiants de LTC qui l'ont emporté sur le score de 3-1. « Nous avons eu des moments qui nous ont marqués, des moments de communion, cela nous permet aussi de nous connaître les uns les autres, vu qu'il y a deux sites : ceux qui sont au centre-ville et d'autres à Mpila. C'est un moment d'union que nous avons passé à travers les jeux de nzango, la course et le football. Pour clôturer la journée, nous allons partager un petit pot, discuter pour encore approfondir nos relations », s'est réjoui l'étudiant Esaïe Faust Prodigie Kinoko dont l'équipe a remporté le match de football.

Parfait Wilfried Douniama



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°028/MEPSP/HISWACA/2026

Pays : République du Congo

Numéro de Prêt : 75280

Intitulé de la Mission : élaboration de la stratégie de communication globale et digitale de l'Institut National de la Statistique (INS), du Centre National de Formation en Statistique, Démographie et Planification (CNFSDP), ainsi que du projet HISWACA

N° de référence : CG-CG-HISWACA-028-SC-SQC-26

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du « Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un cabinet pour élaborer une stratégie de communication globale et digitale percutante et efficace pour l'Institut National de la Statistique (INS), pour le Centre National de Formation en Statistique, Démographie et Planification (CNFSDP), ainsi que pour le projet HISWACA ».

• Les services de consultant (« les Services ») comprennent : (i) Définition d'une stratégie de communication institutionnelle axée sur la crédibilité et la diffusion des produits statistiques ; (ii) Intégration et consolidation des acquis des stratégies de communication des grandes opérations passées (RGPH-5, REGEC, EHCVM) pour les futures enquêtes nationales.; (iii) Conception d'un plan d'action pour le plaidoyer auprès des décideurs et la vulgarisation des données auprès du grand public ; (iv) Élaboration d'une stratégie de communication axée sur l'attractivité des formations en statistique, démographie et planification ; (v) Développement des canaux spécifiques pour atteindre les cibles académiques (élèves, étudiants) et professionnelles ; (vi) Conception d'une stratégie de com-

munication globale alignée sur les objectifs de développement du projet ; (vii) Conception d'un plan d'action opérationnel pour la mise en œuvre de la stratégie de l'INS, du CNFSDP et du projet HISWACA.

2. Les Termes de Référence (TDR) détaillés de la mission sont disponibles sur demande à l'adresse indiquée ci-dessous.

3. L'Unité de Gestion du projet HISWACA invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à faire part de leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection d'une liste restreinte sont les suivants :

• Expérience avérée (au moins 5 à 10 ans) dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de communication institutionnelle et digitale ;

• Références prouvées en appui à des projets financés par des partenaires techniques et financiers (Banque mondiale, BAD, PNUD, UE, etc.) ;

• Expérience confirmée dans la communication au sein d'institutions publiques, structures de formation, ou organismes de statistique / données d'au moins 3 ans ;

• Expérience en accompagnement de projets de visibilité régionale ou nationale dans un contexte africain (idéalement en Afrique cen-

trale ou de l'Ouest).

4. La liste restreinte comprendra au minimum cinq (05) firmes et au maximum huit (08) firmes.

5. L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, septembre 2025, qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts. En outre, veuillez-vous reporter aux informations spécifiques suivantes sur les conflits d'intérêts liés à cette mission : Les Consultants ne peuvent être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations présentes ou passées envers d'autres clients, ou qui risqueraient de les mettre dans l'impossibilité de remplir leur mandat au mieux des intérêts de l'Emprunteur.

6. Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

7. Un Consultant sera sélectionné selon la méthode QC (Sélection Fondée les Qualifications du Consultants) telle que définie dans le Règlement de Passation des Marchés.

8. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de lundi à vendredi, de 8h00 à 16h00 heures.

9. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et être déposées à l'adresse ci-dessous ou envoyées par courriel au plus tard le lundi 20 juin 2026 (à minuit, heure locale) et porter clairement la mention « Avis à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un cabinet en charge d'élaborer une stratégie de communication globale et digitale pour l'Institut National de la Statistique (INS), le Centre National de Formation en Statistique, Démographie et Planification (CNFSDP), ainsi que pour le projet HISWACA ».

Projet d'amélioration et d'harmonisation des statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre, Série de projets n°2 (HISWACA-SOP2)

À l'attention de : Monsieur Patrick Valery ALAKOUA, Coordonnateur

Adresse : Bureau 1204, Centre d'Affaires des Tours Jumelles de Mpila, Brazzaville - République du Congo

Téléphone : +242 06 157 01 01

Courriel : ugp@hiswaca-congo.org

Fait à Brazzaville, le 29 mai 2026

Patrick Valery ALAKOUA

TENNIS

L'Open TCB s'achève sur une note positive

Brazzaville a vibré au rythme de la balle jaune du 26 au 30 mai, lors de l'Open TCB, un événement organisé par Real Estate Management et ses sponsors. Plus de trente joueurs, amateurs et professionnels, se sont affrontés sur les courts du Tennis Club de Brazzaville (TCB), situés dans la forêt de la Patte d'Oie.

Pour la finale du tournoi principal professionnel masculin, Arnold Ikondo de la République démocratique du Congo s'est imposé face à son compatriote, Fiston Arouna, sur le score de 6-1, 6-1. Devant un public enthousiaste, les deux joueurs ont offert un très beau spectacle grâce à leur engagement sur le court.

Du côté de la finale amateur, le Français Florent a pris le dessus sur le Congolais Maxime Sitou à l'issue de manches très disputées, conclues au super tie-break (6-4, 1-6, 10-8). Cette finale a toutefois été écourtée d'un commun accord afin de préserver les



Maxime Sitou lors de la finale amateur/Adiac

organismes des joueurs, durement éprouvés par l'intensité de la chaleur. Le vainqueur a, d'ailleurs, particulièrement salué l'esprit d'ouverture et le fair-play de son adversaire. Maxime Sitou qui fait partie de l'équipe d'organisation du tournoi ne remporte pas la compétition ni le Prize Money, garantissant ainsi l'impartialité totale et l'esprit sportif de l'événement.

Initialement prévue pour le vainqueur, la dotation d'1 000 000 FCFA, le fameux Prize Money, a finalement été intégralement partagée entre tous les protagonistes du tournoi,

illustrant parfaitement les valeurs de solidarité et de fraternité portées par l'événement.

Cette compétition visait à perpétuer la démocratisation et la vulgarisation du tennis auprès de la jeunesse active du Congo. Elle a été programmée en marge des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement tenues à Brazzaville. L'événement a ainsi permis à certains participants de poursuivre l'effervescence de ce grand rendez-vous institutionnel tout en découvrant le côté convivial de la capitale congolaise.

Rude Ngoma

ARTS MARTIAUX

La Fécoju-Da signe un mémorandum d'entente avec la fédération russe

En marge des célébrations de la Journée internationale de l'enfance, la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécoju-Da), à travers son président Neyl Francis Ata Assiokarah, a franchi une étape importante dans son développement institutionnel. Un mémorandum d'entente a été officiellement signé le 2 juin à Moscou avec la Fédération russe de judo, établissant un cadre formel de coopération entre les deux structures.

Témoignant de la portée institutionnelle de l'accord, la cérémonie de signature s'est déroulée en présence de hauts représentants de l'État et du mouvement olympique russe. Le ministre russe des Sports ainsi que le président du Comité olympique russe ont assisté à la ratification du document, apportant un soutien protocolaire de premier plan à cette initiative bilatérale.

Ce protocole d'accord, qui témoigne de l'offensive de la diplomatie de la fédération, vise à structurer et à intensifier les échanges techniques et sportifs entre la République du Congo et la Fédération de Russie. Le document paraphé prévoit notamment le partage d'expertise via des échanges méthodologiques réguliers entre les directions techniques des deux fédérations.

Il sera également question de prioriser la formation professionnelle avec la mise en place des programmes de perfectionnement destinés aux entraîneurs, arbitres et officiels congolais. Le document met en évidence la préparation des athlètes, puisque des stages de haut niveau pour optimiser la compétitivité sur la scène internationale seront organisés régulièrement.

Cette signature pose les bases d'un partenariat à long terme, destiné à renfor-



Signature de l'accord entre les deux présidents des fédérations DR

cer les capacités structurelles du judo congolais en s'appuyant sur l'expérience de la Russie. Il sied de noter que ce déplacement de la Fécoju-Da qui est axé sur la jeunesse et le sport commence d'ores et déjà à porter ses fruits. Le séjour de la délégation congolaise dans la capitale russe s'inscrit dans le cadre des activités liées à la Journée internationale de l'enfance. Cette opportunité a permis

de lier les dynamiques d'échanges culturels et d'encadrement des jeunes aux enjeux de la diplomatie sportive, matérialisant la volonté commune des deux pays de promouvoir les valeurs du judo auprès des futures générations. Par la même occasion, le président de la Fécoju-Da a signé un autre mémorandum avec la Fondation Africa Centrum, dirigée par Jocelin Patrick Mandzela.

R.Ng.

JOURNÉE DE L'AFRIQUE

Un tournoi international de l'amitié Russie - Afrique organisé Saint-Pétersbourg

Le stade Petrovsky, à Saint-Pétersbourg, en Russie, a accueilli le tournoi international de l'amitié Russie-Afrique, organisé à l'occasion de la Journée de l'Afrique.

Le compétition a réuni quinze équipes nationales africaines ainsi que l'équipe de jeunesse du gouvernement de Saint-Pétersbourg. Elle est devenue un symbole de renforcement des liens humanitaires et culturels entre la Russie et les pays africains, confirmant le rôle particulier de Saint-Pétersbourg comme ville de dialogue international et de coopération entre les peuples.

L'événement a été organisé avec le soutien du Comité des relations extérieures de Saint-Pétersbourg, du Comité de la culture physique et des sports, de la Fédération régionale de football de Saint-Pétersbourg, Fondation «Africa Centrum» et de l'ANO «Unité Africaine». Porté par le consul honoraire de la République du Congo à Saint-Petersburg et région Leningrad, Jocelin-Patrick Mandzela, il a rassemblé les représentants des autorités publiques, du corps diplomatique, du monde sportif et de la jeunesse dans une atmosphère d'amitié, de respect et de dialogue international.

James Golden Eloué

MARCHÉS PUBLICS

Des femmes sensibilisées aux opportunités offertes

L'atelier de sensibilisation des femmes aux marchés publics s'est ouvert le 23 mai à Pointe-Noire, sur le thème « Femmes et marchés publics : identifier les opportunités, bâtir les carrières et oser agir », sous le patronage de Joël Ikama Ngatsé, directeur général du Contrôle des marchés publics.

La dynamique de sensibilisation des femmes aux opportunités offertes par les marchés publics vise à les rapprocher de cet univers, longtemps perçu comme complexe et peu accessible à elles. Cet atelier vise le renforcement, la compréhension des mécanismes des marchés publics, l'encouragement de l'entrepreneuriat féminin, le développement du leadership et la confiance des jeunes femmes en suscitant davantage des vocations dans les métiers liés à la commande publique.

En plus du thème principal, les participantes ont suivi d'autres sous-thèmes, notamment comprendre les marchés publics ; accès des femmes aux opportunités ; comment accéder à un marché



La photo de groupe à l'ouverture de l'atelier / Adiac

public ? marchés publics et autonomisation des femmes, ...

Ouvrant les travaux, le directeur général du Contrôle des marchés publics a signifié qu'au-delà d'un simple cadre d'échanges, cet atelier se veut un espace de découverte et d'ouverture

vers un secteur stratégique souvent méconnu. Les marchés publics ne concernent pas uniquement les spécialistes de la commande publique ; ils constituent également un univers d'opportunités pour les femmes entrepreneures, les juristes, les

gestionnaires, les économistes, ainsi que toutes celles et tous ceux qui ambitionnent de contribuer à la performance de l'action publique.

« A travers les témoignages, les échanges d'expérience et présentations prévues, il s'agit de

rendre ce domaine plus accessible, plus compréhensible et plus attractif, afin d'encourager davantage de femmes à y construire des carrières ambitieuses ou à développer des initiatives entrepreneuriales », a-t-il déclaré.

Cet atelier se tient après ceux tenus à Brazzaville, notamment à l'Université Denis-Sassou-N'Gouesso et à l'Université Marien-Ngouabi. Comme les précédents, il est organisé par la Direction générale du contrôle des marchés publics, avec l'appui de la Banque mondiale à travers le Programme accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services.

Séverin Ibara

INDUSTRIE TOURISTIQUE

Des échanges prometteurs autour de la valorisation du site historique de Loango

Experts, partenaires au développement et autorités congolaises ont échangé, le 27 mai en marge des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD), sur le projet de valorisation du site historique de Loango et des anciennes pistes caravanières de la traite négrière.

Placé sur le thème « Le tourisme mémoriel comme moteur de diversification économique », le panel a été enrichissant du point de vue des participants. Pour le ministre délégué en charge de l'Industrie touristique, Prince Bertrand Bahamboula, le tourisme mémoriel représente une opportunité stratégique pour diversifier l'économie congolaise hors pétrole tout en valorisant l'histoire et le patrimoine du pays. « L'industrie touristique est un secteur prioritaire en matière de diversification de l'économie nationale hors pétrole. Vision chère à son excellence monsieur le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, et dans le cadre du projet d'accélération de la marche vers le développement, la baie de Loango fait partie des projets prioritaires », a rappelé le ministre délégué.

Selon Prince Bertrand Bahamboula, la baie de Loango c'est environ 30 millions d'esclaves qui ont transité par le port en eau profonde à Pointe-Noire. Il s'agit, de ce point de vue, d'un potentiel en termes de tourisme mémoriel d'autant plus que le but est de réhabiliter en quelque sorte la mémoire de toutes celles et tous ceux



Prince Bertrand Bahamboula et le coordonnateur résident des agences du système des Nations unies au Congo / DR

qui ont été arrachés de leur famille par la force.

« C'est une sorte de reconnaissance de ces mémoires. Nous avons parlé aux potentiels investisseurs de tout ce que nous avons comme outils d'attractivité fiscale, en termes de notre parc forestier qui est le deuxième réservoir au monde. Nous leur avons également parlé de nos aires protégées qui sont plus de dix-sept. A cela s'ajoutent toutes ces espèces spectaculaires que nous avons : des gorilles, des éléphants, etc. Donc nous pensons

que cet échange a été constructif », a résumé le ministre délégué auprès du ministre de la Culture, des Arts, de l'Industrie touristique et du Patrimoine national, chargé de l'Industrie touristique.

La présentation de la destination Congo a eu, en effet, un écho favorable auprès du système des Nations unies qui a réaffirmé sa disponibilité à accompagner le pays dans sa politique de diversification économique à travers le développement d'un tourisme durable et mémoriel.

Parfait Wilfried Douniama

ASSAINISSEMENT

La Fondation Pro social inter Etats entreprend des travaux de propreté à Mongo Mpoukou

Dans le cadre de la troisième édition du projet « Assainissement sans frontières » au Congo, la Fondation Pro social inter Etats (PSI) a entrepris depuis quelque temps des travaux d'assainissement dans le cinquième arrondissement de Pointe-Noire, Mongo Mpoukou, avec l'appui de la société Albayrak, notamment sur l'axe menant vers la station-service Total située non loin de l'église La chapelle des vainqueurs.

Après des expériences réussies à l'international, notamment au Gabon, la Fondation PSI a choisi de poursuivre cette initiative citoyenne et sociale en République du Congo, afin de contribuer concrètement à l'amélioration du cadre de vie de la population.

Cette initiative a pu être prise grâce à l'implication et au soutien de Jean-François Kando, ancien maire de la ville de Pointe-Noire qui, par son plaidoyer auprès du ministère en charge de l'Assainissement, a permis la mobilisation des moyens techniques nécessaires à sa mise en œuvre.

La Fondation PSI adresse ainsi ses sincères remerciements à ce ministère pour son accompagnement tout comme à la société Albayrak pour son appui technique et opérationnel ayant permis la concrétisation effective du projet.

Les travaux réalisés ont principalement consisté au débouchage des canalisations d'évacuation des eaux longtemps obstruées puisque, par le passé, leur stagnation dégradait considérablement la chaussée, provoquant en période de pluies d'importantes crues et l'inondation de plusieurs parcelles riveraines.

Grâce à cette intervention, la circulation au niveau de cette zone enclavée a été significativement améliorée, les risques d'inondation considérablement réduits et les conditions de vie des habitants améliorées. Par cette action, la Fondation PSI réaffirme son engagement en faveur du développement communautaire, de la salubrité publique et de l'accompagnement des initiatives à fort impact social au bénéfice de la population. Elle encourage, par ailleurs, la poursuite des partenariats entre les institutions publiques, les élus locaux, les entreprises citoyennes et les organisations de la société civile afin de répondre efficacement aux préoccupations des communautés.

Hervé Brice Mampouya

FÊTE DE LA MUSIQUE**Plus de vingt artistes sur la scène de Kokolo-kopa**

Célébrée le 21 juin de chaque année, la fête de la musique est un rendez-vous incontournable pour découvrir et partager la musique sous toutes ses formes. Pour 2026, ce sont plus de vingt artistes qui se partageront la célèbre scène du stade Kokolo-Kopa, dans le deuxième arrondissement de Pointe-Noire, Mvounvou.

Cette année encore, la fête de la musique tient une nouvelle fois les promesses d'une édition surprenante, avec ses nouveautés et son affiche toujours aussi sensationnelle qu'électrique. Débaptisé la Grande fête de la musique, l'événement offrira aux mélomanes de la convivialité et le plaisir partagé avec un concert gratuit à partir de 14 heures.

L'équipe d'organisation et ses partenaires vont dans les jours qui suivent investir le territoire ponténégrin pour rapprocher artistes et public, au plus près de l'énergie « live », entre talents émergents, artistes confirmés et sonorité variées.

Plus de vingt artistes se réuniront sur une seule scène. Rap, afro, gospel, rumba et bien d'autres styles se mélangeront comme des cheveux dans un seul peigne pour une ambiance exceptionnelle.

L'événement permettra au public d'explorer l'effervescence des prestations scéniques des artistes aussi bien connus qu'en herbe. Une action au service d'une musique accessible au plus grand nombre.

Notons que pendant cette journée, la ville de Pointe-Noire se transformera en capitale de la musique. Une scène à ciel ouvert sera érigée au stade Kokolo-Kopa pour accueillir des artistes de tout horizon.

Hugues Prosper Mabonzo

ADJONCTION DE NOMI

On m'appelle Bendzatou Edmard Martinez
Je désire désormais être appelé Obambi Bendzatou Edmard Martinez.
Tout personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.

IN MEMORIAM

Colonel Onanga Jean-Pierre
7 juin 2019 - 7 juin 2023



Le temps passé, les souvenirs s'estompent, les sentiments changent, les gens nous quittent, mais le Coeur n'oublie jamais.

HÔPITAL GÉNÉRAL ADOLPHE-SICÉ**Des stratégies adoptées pour optimiser la prise en charge des patients**

La huitième session ordinaire du comité de direction de l'hôpital général Adolphe-Sicé a pris fin le 30 mai, à Pointe-Noire. Plusieurs délibérations et recommandations ont été adoptées pour combler les besoins de la population en matière de santé.



La photo de famille à la fin de la 8e session du comité de direction de l'HGAS/Adiac

Les travaux dirigés par le Pr Alexis Elira Dokekias, président du comité de direction de l'hôpital général Adolphe-Sicé (HGAS), ont permis aux administrateurs de scruter les questions liées à l'augmentation et à l'amélioration de la qualité de l'offre de soins et services de santé de cette structure sanitaire. Plusieurs documents ont été examinés, à savoir le procès-verbal de la 7^e session ordinaire, le niveau d'exécution des délibérations et recommandations, le rapport d'activités 2025, le rapport synthèse global, le rapport technique, les comptes administratifs, les comptes de gestion, le projet de l'année 2026, les fiches d'information, le plan de travail annuel budgétisé 2026, le budget prévisionnel pour l'année en cours.

Au terme des débats fructueux, les membres du comité de direction ont adopté après amendements les différents documents soumis à leur approbation. Sur certains points sail-

lants, les recommandations ont été formulées à l'endroit de la direction de l'hôpital, notamment l'harmonisation d'une convention collective par tous les hôpitaux généraux du Congo, la constitution des besoins en ressources humaines à la tutelle de cent agents décisionnaires affectés au quota du ministère de la Santé au titre des recrutements 2026, l'élaboration d'un projet de décret portant réorganisation et fonctionnement de l'HGAS. Aussi, les membres du comité de direction ont adopté le budget annuel exercice 2026 en dépenses et en recettes à la somme de 4 666 000 000 FCFA.

Les délibérations approuvées concernent les rapports d'activités 2025, le plan de travail annuel budgétisé 2026, le budget exercice 2026. Concernant le compte administratif et de gestion, le comité de direction a pris note des comptes qui ont été présentés sous réserve que l'hôpital se conforme d'abord aux textes et à

la réglementation ainsi qu'aux analyses faites par la direction générale des comptes publics et du patrimoine avant leur transmission à la Cour des comptes et de discipline budgétaire. Pour les projets de réhabilitation de bâtiments non réalisés, notamment celui de la psychiatrie, du centre de diabétologie... ainsi que la couverture régulière et continue de l'hôpital en électricité, il a été recommandé un plaidoyer auprès du gouvernement et de certains partenaires en vue de leur concrétisation.

En félicitant les admirateurs pour leurs judicieuses contributions lors de la 8e session ordinaire du comité de direction de l'hôpital général Adolphe-Sicé, le Pr Alexis Elira Dokekias a conclu en réaffirmant que la tutelle va continuer à accompagner l'hôpital pour qu'il offre une meilleure qualité de soins, un meilleur accueil des patients et des meilleures performances au plan technique et scientifique.

Hervé Brice Mampouya

REMERCIEMENTS

Les familles DENGUET ATTIKI et GALLOY adressent leurs sincères remerciements à toutes celles et tous ceux qui leur ont manifestés soutien et réconfort lors du décès de Madame Bernadette DENGUET ATTIKI née GALLOY, notre regrettée mère, sœur, tante, grand-mère, arrière grand-mère.

Nous exprimons notre profonde gratitude à l'endroit des autorités civiles et religieuses, parents, amis, connaissances et collègues dont la bienveillance et la solidarité nous ont profondément touchés.

Que chacun trouve ici l'expression de notre reconnaissance respectueuse et infinie.

AGRICULTURE

Faire de Pointe-Noire un pôle de production des fertilisants

En marge des travaux des 61es Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) tenues du 25 au 29 mai à Brazzaville, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a évoqué l'ambition du Congo de s'engager dans la production des engrais à Pointe-Noire, la capitale économique.

« Nous voulons développer le secteur hors pétrole. Nous avons engagé le processus de liquéfaction du gaz. Nous souhaitons produire des engrais... Le pays possède des réserves importantes de gaz, de potasse... », a affirmé Denis Sassou N'Guesso, signalant la présence de gisements de ces matières premières autour de la zone du port autonome de Pointe-Noire.

Selon le chef des initiatives sous-régionales au bureau de l'Afrique centrale de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), basé à Yaoundé, au Cameroun, Adama Ekberg Colibaly, la capitale économique du Congo peut devenir une plateforme de production de fertilisants aussi bien pour les pays de la région que pour l'ensemble du continent.

Pour ce faire, les autorités congolaises sont appelées à s'appuyer sur la valorisation de la filière nationale pétrolière et gazière avec l'expertise de la CEA, ainsi que les apports d'autres partenaires au développement et bailleurs de fonds.

« Il nous a été déjà donné de formuler au gouvernement congolais un plan directeur d'industrialisation et de diversification économique. Dans ce



L'agriculture devra être considérée comme une priorité / Adiac

cadre, nous avons identifié un avantage unique que le Congo possède de pouvoir disposer de la matière première. Avant de se lancer dans toute forme de transformation, il faut d'abord avoir une base de ressources abondantes localement », a-t-il déclaré.

Le Congo est le seul pays de l'Afrique centrale à pouvoir disposer de cet atout important. « Nous encourageons le gouvernement congolais à travail-

ler étroitement avec la CEA. Après avoir réalisé l'étude de référence et de situation, nous avons établi qu'il y a l'opportunité d'investir dans cette industrie afin que le Congo soit un pays pivot pour produire les fertilisants et faire en sorte qu'il devienne une puissance agricole », a poursuivi Adama Ekberg Colibaly.

Le gouvernement congolais a retenu, dans le cadre de son Plan national de développement 2022-

2026, six axes pour la diversification économique, à savoir l'agriculture, l'industrie, le tourisme, le numérique, l'immobilier et les zones économiques spéciales.

L'éclosion d'une filière de production de fertilisants devrait permettre au Congo de jouer un rôle stratégique dans le développement des activités de la terre à la fois dans la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale qu'au niveau continental. « Par le biais de la valorisation,

la transformation jusqu'au bout du pétrole et du gaz, le Congo peut produire des engrais. Ensuite, au niveau des autres ressources comme le phosphate, le pays a une base industrielle. Il faut s'appuyer sur la disponibilité de cette ressource pour enclencher un processus de transformation sur place du phosphate afin qu'on puisse mettre à la disposition de l'agriculture non seulement au Congo mais aussi au niveau de la sous-région », a affirmé l'expert onusien.

Sans fertilisants, les rendements agricoles ne repondront pas aux besoins du marché, a-t-il estimé. « Quel que soit le produit agricole que nous pouvons prendre, le rendement est faible parce que le niveau de fertilisants utilisés est très faible. Nous sommes en deçà de la moyenne de treize tonnes à l'hectare exigée au niveau de l'Union africaine. On peut aujourd'hui, en travaillant bien avec le gouvernement congolais, attirer les investisseurs et installer une zone économique spéciale sur mesure pour pouvoir produire des fertilisants ou des engrais à bon marché afin de booster le rendement », a-t-il promis.

Christian Brice Elion

ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

La BAD lance la « Mission 300 Progress Tracker »

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a lancé, le 29 mai à Brazzaville, à l'occasion de la clôture des Assemblées annuelles, la « Mission 300 Progress Tracker », outil de suivi des progrès de la Mission 300, destiné à suivre les progrès d'accès à l'électricité en Afrique.

La plateforme numérique publique qui fournit des données en temps réel sur l'accès à l'électricité en Afrique offre une visibilité à l'échelle des projets sur les opérations soutenues par la Mission 300. Elle permet aux utilisateurs de suivre les progrès de la mise en œuvre par pays, notamment en matière de raccordement à l'électricité, de financement, de statut opérationnel et de couverture géographique.

La Mission 300 est une initiative conjointe du Groupe de la BAD, du Groupe de la Banque mondiale (BM) et d'autres partenaires visant à raccorder 300 millions d'Africains supplémentaires à l'électricité d'ici à 2030. Selon Kevin Kariuki, vice-président du Groupe de la Banque chargé de l'électricité, de l'énergie, du climat et de la crois-

sance verte, la plateforme était conçue pour rendre les progrès visibles et mesurables.

« Le Mission 300 Progress Tracker de la BAD permet aux gouvernements, aux partenaires, aux investisseurs et aux citoyens de voir en temps réel comment la Banque contribue à étendre l'accès à l'électricité en Afrique et voir

de la Mission 300, démontrant ainsi ce qu'il est possible de réaliser lorsque le financement, la réforme des politiques et la mise en œuvre sont alignés autour d'un objectif commun.

Lors du lancement, la plateforme affichait des données ci-après : 5,2 millions de personnes raccordées grâce aux opérations actives de la Mission

actuel ; approbation de 9 milliards de dollars pour des opérations alignées sur la Mission 300, dont 6 milliards provenant des ressources de la BAD et 30 pactes nationaux de l'énergie approuvés.

Parmi les projets présentés sur la plateforme figure le projet de connectivité du dernier kilomètre au Kenya, qui a per-

l'électricité, servant environ 195 730 personnes. Des projets d'infrastructure régionaux sont également présentés, ainsi que le projet hydroélectrique de Rusumo Falls qui alimente en électricité le Burundi, le Rwanda et la Tanzanie, tandis que le projet d'interconnexion des réseaux électriques de la Côte d'Ivoire, du Liberia, de la Sierra Leone et de la Guinée, qui a touché 6 994 personnes en Côte d'Ivoire, a élargi l'accès à l'électricité dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

D'après la BAD, en regroupant les résultats obtenus au niveau des projets sur une plateforme publique, cet outil de suivi vise à renforcer la transparence, à améliorer le suivi et à accélérer l'accès à l'électricité sur le continent.

Guy-Gervais Kitina

« Le Mission 300 Progress Tracker de la BAD permet aux gouvernements, aux partenaires, aux investisseurs et aux citoyens de voir en temps réel comment la Banque contribue à étendre l'accès à l'électricité en Afrique et voir où des efforts supplémentaires sont encore nécessaires »

où des efforts supplémentaires sont encore nécessaires », a-t-il déclaré.

Ensemble, a ajouté Kevin Kariuki, la BAD et la BM ont touché plus de 50 millions de personnes depuis le lancement

300 soutenues par la BAD ; 74 projets d'accès à l'énergie en cours dans plusieurs pays africains ; 35 millions de personnes supplémentaires devraient bénéficier d'un accès à l'électricité grâce au portefeuille de projets

mis de raccorder de nouveaux foyers à l'électricité, au profit de plus de 815 756 personnes. En Sierra Leone, le projet du réseau de distribution de Bo-Kenema a permis de raccorder de nouveaux foyers à